

CONSEIL GENERAL DU NORD
GROUPE COMMUNISTE
SEANCE PLENIERE DU 12 AVRIL 2011
Intervention de Monsieur Aymeric ROBIN

Objet : Question d'actualité sur les suppressions de poste dans l'Education Nationale et la carte scolaire

Monsieur le Président, Mes chers collègues,

La nouvelle cible du gouvernement ces dernières semaines ce sont nos enfants !

La carte scolaire version 2011 a été publiée « courageusement » au lendemain des élections cantonales avec son triste cortège de suppression de postes en maternelle et primaire. -24 dans le valenciennois, -23 dans l'avesnois, -26 dans le douaisis, -55 dans la métropole lilloise... au total 176 suppressions dans le département du Nord avec 63 élèves de plus ! Auxquels s'ajoutent la suppression de 29 postes d'aide aux enfants handicapés, les 565 programmées dans les collèges et lycées de notre académie ou encore l'élagage dans les filières des lycées professionnels.

Partout, elle suscite l'indignation. Partout, elle méprise les enseignants qui s'évertuent à enseigner dans des conditions de plus en plus difficiles et – surtout – elle méprise nos enfants qui ont le droit à une éducation de qualité.

On ne peut pas accepter de faire des économies aux dépens de nos enfants

On ne peut pas accepter, encore moins au nom d'une prime, de participer au dépeçage de l'école publique ! Après la prime à la casse automobile, ce gouvernement instaure la prime à la casse de l'éducation nationale.

Sans aucun fondement pédagogique, ces décisions relèvent du seul fait de la règle à calcul !

On ne peut pas brader le service public de l'éducation qui va forcément se solder par + d'élèves par classe, par moins d'enfants de moins de 3 ans scolarisés, par moins de formation pour les enseignants, par moins de remplacement et par moins d'aide spécialisée pour les élèves en difficulté.

Etre détenteur du taux d'encadrement le plus faible des pays de l'OCDE ne rend pas la France plus performante que les autres pays européens en matière d'enseignement. Au contraire, selon un rapport récent du Haut conseil de l'éducation : 4 écoliers sur 10 sortent de CM2 avec de graves lacunes et plus de 100 000 n'ont pas le savoir de base en lecture, en écriture et en calcul.

Monsieur le Président, Chers collègues notre institution doit se dresser fermement contre ce cynisme confondant qui applique aveuglément une politique de restriction des dépenses publiques indéfendable, qui « *déshumanise le service public* » et « *fait prévaloir une logique comptable déconnectée des réalités* » de l'aveu même du médiateur de la République Jean-Paul Delevoye.

Notre institution doit soutenir les élus locaux qui, au quotidien, mobilisent des moyens humains et financiers en faveur de leurs établissements scolaires pour assurer modernité et confort à leurs enfants.

Monsieur le Président, chers collègues, comment le Conseil Général du Nord entend-il s'associer à la communauté éducative qui se mobilise aujourd'hui pour faire respecter notre principe républicain « de l'égal accès des enfants à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture » aujourd'hui menacé de façon indigne ?